

FINANCES
PERSONNELLES

Claude Picher



L'assurance sur la valeur à neuf vaut mieux pour vos biens

■ En cas de vol ou d'incendie, vous pourriez perdre beaucoup si votre police d'assurance-habitation ne contient pas d'avenant sur la valeur à neuf de vos biens.

En tant qu'assuré, vous avez le choix entre deux formules pour calculer le montant de protection qui vous convient :

- La valeur dépréciée.
- La valeur à neuf.

Dans le premier cas, vos biens sont assurés, au départ, en fonction de leur prix d'achat. Toutefois, en cas de sinistre, l'assureur retiendra un pourcentage tenant compte de la dépréciation de vos biens, et calculera votre indemnité en conséquence.

Le calcul de la dépréciation peut varier selon le genre de biens assurés. Par exemple, dans des conditions d'utilisation normales, une robe ou un habit vont perdre de la valeur plus rapidement qu'un téléviseur, leur durée étant plus courte. De la même façon, le téléviseur se déprécie moins rapidement qu'un mobilier de salle à manger. Le calcul de la dépréciation, pour les vêtements, peut atteindre 25 p. cent par année. Pour les appareils électro-ménagers, cela peut osciller entre 8 à 12 p. cent. Ces pourcentages demeurent approximatifs, et peuvent varier considérablement d'un bien à l'autre, selon les grilles de calcul des assureurs.

« Depuis quelques années, l'avenant relatif à la valeur à neuf est un produit de plus en plus populaire auprès des assurés », observe Fernand Caron, spécialiste de la question au bureau de l'inspecteur général des institutions financières. Cela se comprend facilement : cette disposition garantit le remplacement d'un bien volé ou détruit par un autre, de même qualité, mais neuf. Autrement dit, l'assureur ne tient plus compte de la dépréciation dans le calcul de son indemnité. Celle-ci doit toutefois être spécifiquement utilisée pour acheter l'article en question. L'assuré ne peut pas empêcher simplement l'indemnité ; il peut toutefois choisir une compensation en argent, mais l'assureur, à ce moment-là, tiendra compte de la dépréciation.

Chiffrons maintenant tout cela, en regardant ce qui se passerait dans l'éventualité où vous vous feriez voler, disons, votre système de haute fidélité. Nous supposons que vous l'avez acheté il y a quatre ans, et qu'il vous a coûté, à cette époque, \$3 500. Si l'on tient compte de l'augmentation des prix depuis ce temps, un système de la même qualité, aujourd'hui, vaut \$4 250. Retenons, dans cet exemple, une dépréciation annuelle de 10 p. cent. Dans le cas d'une police calculée sur la valeur dépréciée, l'assureur fera une retenue de 40 p. cent, et vous versera une indemnité de \$2 100.

Ce n'est guère avantageux comme situation : ou bien vous vous résignez à acheter, avec votre indemnité, un système de haute fidélité de moindre qualité, ou bien, si vous désirez remplacer l'article volé par un autre, neuf, de même calibre, vous serez obligé de piger \$2 000 à même vos épargnes (la différence entre le prix d'un système neuf et votre indemnité). Vous pouvez aussi garder l'indemnité, mais vous devrez vous priver de l'article.

Si vous avez une police d'assurance comportant un avenant relatif à la valeur à neuf, votre assureur vous versera une indemnité correspondant à la valeur de remplacement actuelle de votre système de haute fidélité, soit \$4 250. « Avec ce genre de police », poursuit M. Caron, « il faut rappeler que les indemnités sont calculées sur la valeur de l'article volé ou détruit au moment du sinistre, et non sur son prix d'achat ». Cette disposition est particulièrement intéressante pour l'assuré.

L'assureur exigera toutefois que vous achetiez rapidement un autre système de son, et que votre nouvel achat soit de qualité comparable au premier. Il peut aussi tenter de vous imposer le commercer de son choix ou de vous forcer à accepter le prix jugé le plus juste, mais vous pouvez négocier le choix du commercer.

Si le même produit ou une de ses composantes n'existe plus sur le marché, l'assureur est tenu de vous fournir un article de remplacement de même nature et de même qualité.

L'assuré peut aussi, s'il le désire, choisir d'empêcher son indemnité. Ce n'est pas très avantageux, puisque l'assureur, dans ce cas, calcule la dépréciation (sur la valeur à neuf) et qu'une bonne partie des avantages de l'avenant est ainsi éliminée. Dans notre exemple, l'indemnité serait donc de \$4 250, moins 40 p. cent, soit \$2 550.

Il est à noter que la dépréciation se calcule d'un seul coup, en multipliant le nombre d'années d'utilisation par le taux de dépréciation, et en ajoutant tout calcul basé sur une hypothétique valeur résiduelle des articles assurés.

Certains assureurs proposent des polices comportant une prime globale, incluant la valeur à neuf. D'autres offrent la clause de valeur à neuf en ajoutant un supplément à la prime. Le coût de cette protection varie selon les assureurs, mais se situe habituellement entre \$25 et \$50 par année.

Il est également important de savoir que certains biens protégés par votre police d'assurance peuvent être soumis à un plafond. C'est souvent le cas, par exemple, des bijoux et des manteaux de fourrure. Les conditions peuvent varier selon les assureurs, mais le plafond se situe habituellement à \$1 000 ou à \$2 000, avec une franchise (déductible). Ces limites ne sont pas modifiées par l'ajout d'une clause de valeur à neuf. En d'autres termes, si vous voulez assurer des bijoux pour un montant supérieur au plafond fixé par votre assureur, il vous faudra prévoir des dispositions spéciales.

Les assureurs offrent aussi des clauses de valeur à neuf plus limitées. Ces avenants peuvent limiter la protection aux appareils électro-ménagers ou aux meubles.

Les spécialistes de l'assurance recommandent aux propriétaires et locataires de vérifier si leur police comprend déjà un avenant de valeur à neuf. Si ce n'est pas le cas, cela vaut la peine de considérer cette option avec attention, d'autant plus que la prime n'est vraiment pas exorbitante.

Les Canadiens empruntent beaucoup plus qu'ils n'épargnent

■ Les Canadiens empruntent beaucoup plus qu'ils n'épargnent. Pour 1985, l'on prévoit en effet des besoins de \$73,4 milliards qui ne pourront être satisfaits par l'épargne qu'à concurrence de \$50 milliards. Il en résultera un trou de plus de \$23 milliards qu'il faudra combler soit en allant qu'emander des fonds à l'étranger, soit en créant artificiellement de la monnaie (planche à billets), deux expédients qui ne sont pas sans inconvénients...

JEAN POULAIN

Faire appel à l'épargne étrangère lorsque la sienne est insuffisante signifie que les Canadiens vivent bien au-dessus de leurs moyens. Des emprunts records de \$73,4 milliards correspondent à 16 p. cent du Produit national brut du Canada (au lieu de 13,5 p. cent en 1983).

Emprunter à l'étranger pèsera à long terme sur la balance des paiements du Canada ce qui se traduira par une baisse de valeur du dollar canadien.

Quant à la solution dite de la planche à billets (en fait il s'agit de nos jours de la création de monnaie par émission de bons du Trésor), elle risque de raviver l'inflation.

En effet, l'épargne correspond à des recrus pour du travail effectué mais dont le salaire n'a pas été dépensé. En imprimant des billets de banque ou des bons du Trésor, l'on met en circulation des instruments de paiement qui n'ont pas d'équivalence en travail.

Pourquoi cette aggravation ?

Deux raisons sont à l'origine de cet endettement accru entre 1983 et 1985, grâce à (ou malgré) le passage de la récession à la reprise économique.

La première est que les emprunts des entreprises, comme prévu, (investissements) sont passés de \$3,7 milliards à \$21,1 milliards, et ceux des consommateurs, de \$1,8 milliard à \$3,5 milliards. C'est un signe encourageant de vitalité retrouvée chez les entreprises car, acheter des machines de production, c'est améliorer l'avenir.

JEAN DOUVILLE, PDG DE NORDAIR Ottawa devrait vendre Air Canada seulement si c'est profitable

■ (PC) — Selon le président de la compagnie aérienne Nordair, Jean Douville, la société Air Canada devrait être privatisée et possiblement se retirer des petits marchés si l'aviation commerciale est déreglementée comme le propose le ministre des Transports.

M. Douville ajoute cependant qu'Ottawa ne devrait pas privatiser la société d'Etat que lorsqu'il lui sera profitable de la faire.

Dans une entrevue avec la Presse canadienne, le président de Nordair a exprimé le souhait de voir un débat public sur les propositions du ministre des Transports, Don Mazankowski, et sur la question de la propriété publique d'Air Canada.

« Le gouvernement (fédéral) n'a pas clairement fait savoir ce qu'il entendait faire avec Air Canada », a déclaré M. Douville, mais il s'empresse de proposer une déréglementation uniquement pour le plaisir de déréglementer.

Le premier ministre Mulroney soutient qu'Air Canada n'est pas à vendre. Mais M. Douville estime que le gouvernement doit couper le cordon ombilical, si l'industrie de l'aviation est pour subir une opération de déréglementation. Sinon, les nouvelles règles seront injustes envers les autres transporteurs.

Profit de \$27 millions

Air Canada a enregistré des profits de \$27 millions l'an dernier, principalement attribuables à un surplus d'avions

Malheureusement, la deuxième raison de hausse des emprunts ne répond pas aux mêmes objectifs. Les dépenses du secteur public ont continué, malgré la reprise économique, à dépasser les revenus fiscaux. Au lieu de réduire son déficit grâce à des revenus fiscaux accrus par la relance, le gouvernement canadien l'a augmenté, de sorte que ses besoins de crédit sont plus élevés, passant de \$26,1 milliards à \$28 milliards (dont près de la moitié en intérêts sur sa dette).

C'est ce grippage dans les mécanismes économiques au lendemain de la récession qui est responsable du déséquilibre : le tableau ci-joint montre que si l'Etat fédéral avait résorbé son déficit en 1985, l'épargne canadienne aurait été plus que suffisante pour faire face à tous les besoins d'investissements des entreprises, des particuliers et des municipalités (travaux publics).

Selon les données de la Banque Impériale de Commerce, reprises au tableau ci-joint, le montant net du financement obtenu par les principaux emprunteurs (non financiers) au Canada devrait s'élever à \$72,3 milliards, soit une hausse de 12,1 p. cent sur les \$64,5 milliards de crédits obtenus en 1984.

Ce sont les entreprises qui auront été les grandes responsables de la hausse des besoins financiers, puisque ceux-ci seront en hausse de 33,5 p. cent sur 1984 (de \$15,8 milliards à \$21,1 milliards).

Mais il ne peut être question de leur reprocher ce qu'au contraire les divers partenaires sociaux leur réclamaient à grands cris : des investissements de production pour créer des emplois et accroître la consommation et les exportations.

L'on peut même souligner avec Danielle Marchand, directrice du Service de l'analyse bancaire et financière, à l'origine de ces chiffres, que le ralentissement de croissance des bénéfices des entreprises les a obligées à accroître leur appel à des financements extérieurs plutôt qu'à l'autofinancement.

Avec la poursuite de la croissance, ces besoins de

LES BESOINS DE FONDS DES CANADIENS (en milliards de dollars)				
	1983	1984	1985	1986
Entreprises	3,7	15,8	21,1	26,3
Consommation	1,8	4,8	3,5	3,3
Hypothèques	7,5	6,1	7,6	7,0
Total secteur privé	13,0	26,7	32,2	36,6
Gouvernement canadien	26,1	26,3	28,0	24,8
Provinces et municipalités	13,8	11,5	12,1	12,0
Total secteur public	39,9	37,8	40,1	36,8
Ensemble	52,9	64,5	72,3	73,4
moins épargne	43,0	45,0	49,0	50,0
Besoins de financement extérieur*	9,9	19,5	23,3	23,4

* emprunts à l'étranger et planche à billets (M1)

Source: Banque de Commerce, Division économique

fonds du secteur des entreprises devraient progresser encore en 1986 pour atteindre \$26,3 milliards, pendant que l'Etat fédéral ramènerait les siens de \$28,0 milliards à \$24,8 milliards.

Il en résulte que le poids du secteur public dans les besoins globaux de capitaux s'établira en 1986 à la moitié (50,1 p. cent), à comparer au quart (24,6 p. cent) en 1983.

Les consommateurs

L'évolution des prêts personnels aux consommateurs aura été tout autre, puisqu'ils auront reporté en 1984 les dépenses qu'ils avaient supprimées en 1983. La somme des emprunts de ces deux années — soit \$6,6 milliards — correspond en effet grosso modo à celles des deux années suivantes (\$6,7 milliards).

De fait, l'on pourrait relever le même phénomène pour l'épargne des Canadiens, qui est restée indifférente au cycle économique, leur seule croissance nominale venant du fait qu'il s'agit de dollars courants, les salaires, donc les épargnes (à égalité de taux d'épargne), montant avec l'inflation.

Il en est de même des emprunts des municipalités, dont la rigidité s'explique par le fait qu'il s'agit, pour une part importante, d'immobilisations d'infrastructures (conduites souterraines, usines d'épuration etc.).

Quant à la création de monnaie, Danielle Marchand souligne que la masse monétaire (M1) a augmenté de \$1,2 milliard en huit mois alors qu'elle était restée stationnaire en 1984. L'on peut donc craindre que cette augmentation de moyens de paiement sans contrepartie de production attise à nouveau l'inflation.

SONDAGE GALLUP

Il y a assez de capitaux américains

■ Depuis un an, les Canadiens ont gardé à peu près la même attitude au sujet des placements de capitaux américains au Canada et du rachat du contrôle majoritaire des compagnies américaines.

Actuellement, 51 p. cent des Canadiens estiment qu'il y a suffisamment de placements de capitaux américains au Canada tandis que 36 p. cent aimeraient qu'il y en ait davantage. Il y a un an, ces pourcentages étaient de 50 p. cent et de 35 p. cent. En 1975, un nombre beaucoup plus considérable de Canadiens (71 p. cent) étaient d'opinion qu'il y avait assez de capitaux américains au Canada.

Le rachat des compagnies américaines est proné à l'heure actuelle par 39 p. cent des Canadiens en comparaison de 36 p. cent, l'an dernier. C'est beaucoup moins qu'il y a dix ans alors que le nombre de Canadiens favorables à ce genre d'initiative s'établissait à 58 p. cent.

Les résultats de l'enquête sont fondés sur des entrevues personnelles à domicile, effectuées entre les 11 et 13 juillet, auprès de 1 050 adultes âgés de 18 ans et plus. Par-
reil échantillonnage est précis à quatre points près, 19 fois sur 20.

La première question posée était la suivante :

« Croyez-vous qu'il y a actuellement suffisamment de capitaux américains placés au Canada ou aimeriez-vous qu'il y en ait davantage ? »

	Suffisamment	Pas assez	Ne savent pas
Ensemble du pays :			
—1985	51%	36%	13%
—1984	50	35	14
—1983	57	35	8
—1982	56	36	8
—1981	67	21	12
—1980	64	20	17
—1978	69	23	9
—1975	71	16	13
—1970	62	25	13

La seconde question :

« Certains experts suggèrent que le Canada devrait racheter la majeure partie, disons 51 p. cent, des compagnies américaines exploitées au Canada. Même si cela devait entraîner une forte baisse de notre niveau de vie, approuveriez-vous ou désapprouveriez-vous pareille initiative ? »

	Ensemble du pays :			
—1985	39	47	14	
—1984	36	45	20	
—1983	37	53	11	
—1982	43	46	12	
—1981	45	43	13	
—1980	48	34	18	
—1978	52	34	13	
—1975	58	26	16	
—1970	46	32	22	

L'addition des pourcentages ne donne pas toujours 100, les chiffres ayant été arrondis.

À NOTER

AUJOURD'HUI

■ Déjeuner annuel de la Fondation québécoise du cancer sous la présidence d'honneur de M. Bernard Lamarre, président directeur général de Lavallin. Renseignements : 514-527-2194.

■ Tenue du Salon de la quincaillerie et de la rénovation de Montréal du 8 au 10 septembre à la Place Bonaventure. Ouvert aux commerçants seulement. Renseignements : 514-397-2222.

MARDI

■ L'exposition Compint 85 portant sur les technologies de pointe dans le secteur de l'informatique se déroule au Palais des congrès les 10, 11 et 12 septembre. Non ouvert au public. Renseignements : 514-871-8226.

■ Le 12e Salon canadien des cadeaux et primes d'entreprises se tient au Centre des congrès de Toronto les 10, 11 et 12 septembre. Renseignements : 514-932-1492.

MERCREDI

■ Congrès annuel de l'Institut canadien des comptables agréés qui se déroule à Québec du 11 au 14 septembre. Invités : Michael Wilson, ministre des Finances; Michel Côté,

ministre Consommation et Corporations; David Slater, président du Conseil économique du Canada; autres. Au Centre municipal des congrès de Québec et au Hilton Québec. Renseignements : 416-962-1242.

■ Colloque organisé par le Conseil du patronat du Québec portant sur la Loi 42 (accidents du travail et maladies professionnelles). Au Centre Sheraton. Renseignements : 514-288-5161.

■ Séminaire offert par McLeod Young Weir ayant pour titre : « Les options : spéculation, couverture de portefeuille ». Invitée : Lyne Guérin, McLeod. Au 760 Sherbrooke ouest, Montréal. Renseignements : 514-287-3648.

JEUDI

■ Petit-déjeuner à la Bourse de Montréal à l'occasion du 10e anniversaire du lancement des options. Renseignements : 514-871-2424.

VENREDI

■ Déjeuner-causerie de la Chambre de commerce française au Canada. Invité : Jacques-Louis Lions, président du Centre national des études spatiales. Sujet : L'espace et l'industrie. Au Ritz-Carlton. Renseignements : 514-281-1246.

1986 LINCOLN TOWN CAR SÉRIE SIGNATURE

PRIX SUGGÉRÉ 32,000\$

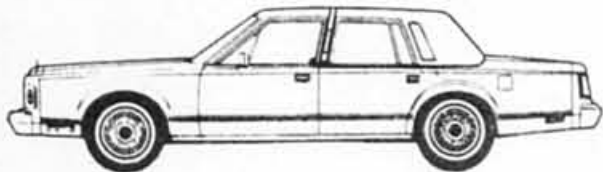
489\$*

PAR MOIS + 9% TAXE

*Location de 48 mois incluant transport et préparation. Exigeons un paiement initial de 2,789\$ (incluant taxe), rachat optionnel à la fin du contrat à 9,900\$.

Commandez maintenant

Disponible pour un temps limité



748-0501 - 331-4020



LOCATION
DURO

LOCATION
À LONG TERME



AVIS DE DIVIDENDE Actions privilégiées, série 2 (dividende no. 5)

La Banque a déclaré un dividende régulier de \$1.84083 par action sur les actions privilégiées de catégorie A, série 2, rachetables, à dividende cumulé à taux flottant, payable le 30 septembre 1985 aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires le 13 septembre 1985.

Par ordre du conseil
d'administration
PIERRE GOYETTE
Président et
chef de la direction

**LA BANQUE
D'ÉPARGNE**

LES MENACES DE REPRÉSAILLES DE REAGAN

Inquiétude et embarras à Tokyo

■ TOKYO (AFP) — De hauts fonctionnaires du ministère japonais des Affaires étrangères ont exprimé hier leur inquiétude et leur embarras après que le président américain Ronald Reagan eut menacé samedi de prendre des contre-mesures économiques contre le Japon si ce pays ne mettait pas fin à ses pratiques commerciales déloyales.

Dans son allocution hebdomadaire à la radio, samedi, le président Reagan a lancé un ultimatum au Japon et à la CEE, déclarant qu'avant le 1er décembre prochain Tokyo devrait lever les restrictions sur les importations de cuir et de chaussures américaines, et la CEE cesser de subventionner les exportations de fruits en boîtes, faute de quoi les États-Unis prendraient des contre-mesures. Le président américain a également menacé de mesures de rétorsion le Brésil et la Corée du sud, mais sans leur lancer d'ultimatum.

Le président Reagan ayant en outre accusé Tokyo de freiner les importations de tabac américain, les responsables japonais se sont déclarés surpris de cette accusation alors que, selon eux, leur pays s'efforce d'ouvrir ses marchés aux tabacs étrangers.

« Les droits de douane sur ces produits sont passés de 90 pc à 20 pc, ce qui représente un niveau de taxation similaire à celui des États-Unis », a déclaré un haut-fonctionnaire du ministère des Finances.

De leur côté, de hauts fonctionnaires du ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie ont estimé que les États-Unis ne prendraient pas de mesures immédiates de rétorsion.

LA FAMEUSE GARANTIE LIMITÉE DES PIÈCES VOLVO VOUS DONNE LA MAIN-D'OEUVRE.

1. Lorsque vous achetez une pièce d'origine Volvo chez nous, cette pièce est protégée par une garantie d'un an.**

2. Cette pièce est aussi garantie toute l'année sans limite de kilométrage.

3. Si cette pièce a été installée à l'origine par un concessionnaire autorisé Volvo et qu'elle devait être remplacée avant l'expiration de la garantie, vous n'aurez aucuns frais de main-d'œuvre à payer. C'est une économie d'argent qu'il vous fera sûrement plaisir d'ajouter à vos économies.

**VOLVO
PIÈCES ET SERVICE**
Amenez votre Volvo là où il faut.

LEMENN

3839,
boul.
Taschereau
St-Hubert
678-1220

*Nagelapart aux pièces remplacées à l'origine par un concessionnaire autorisé Volvo.
**Demandez les détails à votre concessionnaire. Cette garantie est valide chez n'importe quel concessionnaire Volvo en Amérique du Nord. © 1985 VOLVO CAR AB. SUÈDE.

VOLVO TURBO DIESEL OBTENEZ PLUS DE KILOMÉTRAGE AVEC LA VOLVO SEDAN OU FAMILIALE TURBO DIESEL



GARANTIE 3 ANS SANS LIMITE DE KM

Les familiales 700 de Volvo.

**VOLVO
LEMENN**

3839, boul. Taschereau, St-Hubert 678-1220

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHEQUES

ACCESSION en 7 jours, lire et de hypothèques. Caisse Pac. St-Rene Goupil, 221-2610.

■ **AI FINANCEMENT**
Par prêt privé et autres, lire et de hypothèques, crédit bancaire commercial, construction et bridé, balance d'achat de vente, bureau ouvert de 9h à 21h. Pour info: 334-8115.

ARGENT à prêter sur hypothèque, jour ou soir 697-7777, 326-7452, 697-3265.

ARGENT 2e HYPOTHEQUE
Acceptation même jour. Aussi rachat de 2e hypothèques. 253-2354.

ATTENTION: j'ai de l'argent pour vous, hypothèque commerciale, industriel, soir: 649-6486.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AUBAINE liquidation: jeans, sports (tracks), vestons, suède, robes, bijoux. Pat 443-8361.

COMPAGNIE d'importation avec exclusivité sur territoire canadien, établie depuis 10 mois avec 4 distributeurs provinciaux, comètes, à recevoir nuls, commandes payées comptant. Vente de plus de \$50,000 par mois durant les 4 derniers mois. Profit net supérieur à \$15,000 par mois. Potentiel d'expansion. Stock exige un peu d'espace d'entreposage et capital de fonctionnement de \$20,000. Possibilité de gestion depuis un petit bureau ou une résidence ou comme supplément à une affaire existante. Travail modeste, mais excellents résultats financiers. Le propriétaire souhaite vendre pour raisons personnelles. Renseignez-vous et faites une offre. Pour plus de détails, appelez 661-8710.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

GARAGE vente d'autos, résidence, St-Jean, 1-347-8848.

PHOTOCOPIEURS, 125 mensuel, profit 400%, Altos, 523-7010.

POSSIBILITE \$30,000, et plus par année, travail prestigieux avec vedettes T.V. Capital requis \$5,000, ou plus. Jean-Claude, 274-3552.

RECHERCHE distributeurs pour lignes de quincaillerie de portes, 481-5152.

COMPAGNIE BIEN ÉTABLIE À VENDRE

Compagnie montréalaise bien établie, spécialisée dans le personnel professionnel de la santé et le personnel paramédical pour hôpitaux, maisons de convalescence et soins à domicile pour malades chroniques, convalescents et personnes âgées. Le propriétaire souhaite prendre sa retraite.

Écrire à:
S. Shulemson
350, Côte-Vertu, suite 621
St-Laurent H4N 1E2
744-880, 8710

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

EMBOUTEILLEUR d'eau de source naturelle demande associé pour expansion. Commerce bien établi. Capital minimum requis \$150,000. Tel. 8h à 5h p.m. 861-0365.

715 SERVICES FINANCIERS

ACHAT hyp. 2e rang et autres, consolidation dettes, pré-faillite, concordat. M. Lemaire 382-1580.

ATTENTION
Consolidation de dettes
Pré-faillite, pré-faillite
Martin Ass. 931-6376
Membre du bureau
d'Éthique Commerciale

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Den- col Mfg. 342-1356.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS
285-7111
INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-5013
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

Centre de formation des professionnels de la vente

Une division du Collège Marie-Victorin

Représentants et vendeurs

Perfectionnez vos techniques de vente avec une formule de formation éprouvée

NOS COORDONNÉES

40 heures de cours

5 lundis consécutifs

de 13h à 22h

à compter du 23 septembre

460\$ par participant

VOS OBJECTIFS

Vous mettez en pratique sur le champ les techniques apprises

Vous vendez plus et mieux

Vous augmentez vos revenus

Vous obtenez une attestation en fin de cours et de la documentation pour référence

**RENSEIGNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT
AU 325-4414**

sur ce cours et sur nos autres activités.

OSLER, HOSKIN & HARCOURT
DE TORONTO

et

HERRIDGE, TOLMIE
D'OTTAWA

ont le plaisir d'annoncer
la fusion
de leurs cabinets d'avocats
le 1er novembre 1985
sous le nom

d'OSLER, HOSKIN & HARCOURT

BUREAU DE TORONTO
C.P. 50
FIRST CANADIAN PLACE
TORONTO, ONTARIO
CANADA M5X 1B6
TELEPHONE: (416) 562-2111
TELEX: 06-22457

BUREAU D'OTTAWA
SUITE 1400
50 RUE O'CONNOR
OTTAWA, ONTARIO
CANADA K1P 6L2
TELEPHONE: (613) 235-7234
TELEX: 053-3323



EASTERN ANNONCE UNE VENTE À 30% DE RABAIS SANS POSER LES CONDITIONS HABITUELLES.

ÉCONOMISEZ 30 % DU 11 SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE.



EASTERN
LES AILES D'AMÉRIQUE

© 1985 Eastern Air Lines Inc.

Les conditions requises par Eastern concernant la vente de billets, par rapport à celles de la plupart des autres compagnies aériennes n'ont rien de compliqué.

Les autres compagnies aériennes exigent que les places soient réservées 30 jours à l'avance, que les paiements soient faits 14 jours avant le départ, les départs le samedi ou le dimanche, ne remboursent ni n'échangent, etc.

Avec Eastern, vous pouvez faire vos réservations pour New York, Philadelphie ou Atlanta à tout moment, partir quand vous le voulez et profiter du rabais de 30 %. Tout ce que nous exigeons est que vous reveniez le même jour ou que vous restiez tout au plus pour la nuit.

Il suffit d'appeler le 1-800-361-3020 pour vos réservations. Tout ce que nous exigeons c'est un aller et retour dans les 24 heures. C'est bien plus facile que de faire l'équilibre.

Canadien Pacifique et les Entreprises CP fusionnent

(D'après PC et CP) — Les conseils d'administration des deux firmes cousines, le Canadien Pacifique Ltée, de Montréal, et les Entreprises Canadien Pacifique Ltée, de Calgary, ont donné leur approbation de principe à la fusion des deux sociétés.

Selon les dispositions de ce projet de fusion, les Entreprises Canadien Pacifique, Calgary, deviendrait une filiale à part entière de Canadien Pacifique, souligne un communiqué conjoint publié hier par les deux sociétés.

Le Canadien Pacifique, dont les débuts remontent à l'ère du développement du chemin de fer, il y a un siècle, détient à l'heure actuelle environ 70 p. cent des actions ordinaires des Entreprises CP.

L'accord proposé prévoit que les actionnaires des Entreprises CP recevront l'équivalent de 1,675 action de Canadien Pacifique pour chacune de leurs actions ordinaires. Les modalités de la fusion doivent encore être approuvées par les actionnaires.

Par la fusion, les deux sociétés espèrent rationaliser l'utilisation de leurs ressources financières et de leurs actifs. Les bureaux de direction des deux sociétés vont demeurer

respectivement à Montréal et à Calgary et un porte-parole de CP Ltée a indiqué que la fusion n'aurait aucun impact immédiat sur les emplois dans l'une ou l'autre société.

Canadien Pacifique oeuvre principalement dans le secteur du transport et dans des activités connexes, soit l'hôtellerie, les télécommunications etc. Les Entreprises Canadien Pacifique est une société de portefeuille qui a des intérêts dans les secteurs du pétrole, du gaz naturel, des produits miniers et forestiers.

Le communiqué publié hier précise qu'à la suite de la fusion « les actions ordinaires de Canadien Pacifique Ltée vont mieux refléter la valeur des biens et des gains des deux corporations. »

A la fermeture de la Bourse de Toronto, vendredi, les actions de CP Ltée cotaient à \$174 et celles des Entreprises CP à \$263.

L'an dernier, CP Ltée a réalisé des profits de \$376,9 millions tirés de revenus de \$14 milliards.

Pour leur part, les Entreprises CP affichaient l'an dernier un profit de \$307 millions sur des revenus de \$9,8 milliards.

GOVERNMENT CONSULTANTS INTERNATIONAL INC.



Hon. Jean Marchand



J.A. (Jack) Armstrong



George Frederic Hulme



Greg Alford



Gary Q. Ouellet, c.r.

Frank Moores, président du Conseil de Government Consultants International Inc., est heureux d'annoncer les nominations suivantes au conseil d'administration de la compagnie. L'honorable Jean Marchand, de Québec, ex-président du Sénat du Canada et de la Commission canadienne des transports, a été ministre des Transports, ministre de l'Expansion économique régionale et ministre de l'Emploi et de l'Immigration au sein du gouvernement du Canada. Il est actuellement l'un des administrateurs de Ports Canada.

J.A. (Jack) Armstrong est officier de l'Ordre du Canada et ex-président du Conseil d'Imperial Oil. Il siège au conseil d'administration de nombreuses entreprises canadiennes importantes, dont la Banque Royale du Canada.

George F. Hulme, de Calgary, ex-vice-président de Trans-

Canada PipeLines Ltd., est actuellement expert-conseil dans le domaine de l'énergie.

Greg Alford, d'Ottawa, qui a déjà été conseiller principal en relations avec le gouvernement auprès de la compagnie, a été nommé président et chef de l'exploitation.

Gary Ouellet, c.r., de Québec, l'un des associés principaux de la firme Levasseur, Ouellet, de Québec, a enseigné le droit civil à l'université Laval et le droit commercial à l'école de formation professionnelle du Barreau du Québec. M. Ouellet a été nommé vice-président du Conseil et chef de la direction de la compagnie.

Government Consultants International Inc. offre des services de consultation dans les domaines de l'administration et des relations avec le gouvernement. Le siège social de la compagnie est situé à Ottawa.



ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTES

Du 23 septembre au 1er octobre 1985,

VIVEZ LA COURSE AU LEADERSHIP DU P.Q.

DANS VOTRE CLASSE

Grâce à une stratégie pédagogique conçue par le service éducatif de LA PRESSE, vous suivrez la dernière semaine de cette course et analyserez ses résultats, vous étudierez notre système politique, le gouvernement actuel ainsi qu'une façon inédite d'élire le chef d'un parti qui dirige toujours nos destinées.

COMMENT PROFITER DE CETTE OFFRE UNIQUE?

Commandez tous les jours un minimum de 10 exemplaires de LA PRESSE du 23 septembre au 1er octobre inclusivement (sauf le samedi et le dimanche), et vous recevrez automatiquement la stratégie pédagogique. Nous vous offrons également, sans frais, un dossier de presse rassemblant une série d'articles parus dans LA PRESSE depuis la démission du chef du P.Q.

Communiquez avec le service des Ventes au

285-6967

pour commander LA PRESSE et le service éducatif vous fera parvenir, par retour du courrier, la stratégie pédagogique ainsi que le dossier de presse sur la course au leadership du P.Q.

La date limite pour commander est le 13 septembre 1985.

la presse

Moi je m'en sers!

LA TÉLÉ FINANCES



QUESTIONS D'ARGENT
LES LUNDIS À 19H30

Actualités, informations, dossiers économiques et... un peu d'humour.
Avec Lise LeBel, Alain Dubuc et Claude Picher
Réalisation: Marshall Johnson

Voyez les choses... autrement!

L'autre
télévision



Radio
Québec

TÉLÉPHONE

Soyez en première ligne avec le...

communiquiez
directement

AVEC
20,000
PERSONNES PAR MOIS
POUR AUSSI PEU QUE
\$500.00 / par mois



Les services de marketing

Informez-vous dès maintenant
(514) 288-7777

Promothème
3430, rue Stanley, Montréal, H3A 1R8

LE COLLÈGE

vous offre des cours en

SUPERVISION

- Le rôle du superviseur
- La gestion par objectifs
- La communication
- Les techniques d'animation
- Le travail d'équipe
- Le leadership
- Les relations de travail
- La gestion de la production

Ces cours s'adressent aux gérants, gérantes, contremaîtres, contremaîtresses, chefs d'équipe, surveillants, surveillantes...

Coût: 45\$ pour 30 heures de cours

Début des cours: le 23 septembre 1985

Certains de ces cours sont également offerts les fins de semaine.

Pour renseignements et inscriptions, présentez-vous sans rendez-vous au pavillon Ignace-Bourget, 10500, avenue de Bois-de-Boulogne, le mardi 17 septembre 1985, à 19 h 30, au local S-126.

10555, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal (Québec) H4N 1L4 — 332-3000



Collège
de Bois-de-Boulogne

LE COLLÈGE

vous offre des cours en

GESTION DES AFFAIRES

pour la P.M.E.

- Comment lancer une entreprise
- La tenue de livres
- Les 10 commandements de la finance
- L'impôt, votre entreprise et vous
- Les principes généraux de marketing
- L'ABC de la vente
- Comment rentabiliser la publicité et la promotion
- La gestion efficace pour votre entreprise
- La gestion des ressources humaines
- La communication dans l'entreprise
- La gestion par objectifs et résultats
- Comment exploiter un commerce de détail
- L'ordinateur à votre service (comment informatiser son entreprise)

Coût: 40\$ pour 30 heures de cours

Début des cours: le 23 septembre 1985

Certains de ces cours sont également offerts les fins de semaine

Pour renseignements et inscriptions, présentez-vous sans rendez-vous au pavillon Ignace-Bourget, 10500, avenue de Bois-de-Boulogne, le lundi 16 septembre 1985, à 19 h 30, au local R-135.

10555, avenue de Bois-de-Boulogne Montréal, Québec H4N 1L4 332-3000



Collège
de Bois-de-Boulogne

LES SANCTIONS AMÉRICAINES SEMBLANT INÉLUCTABLES Botha est contre toute discussion entre l'ANC et les gens d'affaires

JOHANNESBOURG — Alors que Pretoria s'attend à des sanctions américaines, le président Pieter Botha s'est déclaré, hier, hostile à des négociations entre des représentants des milieux d'affaires sud-africains avec le Congrès national africain (ANC) tant que ce dernier serait sous contrôle communiste et ne renoncerait pas à la violence.

Cette opposition à des négociations avec l'ANC, interdit en Afrique du Sud, mais considéré comme ayant un fort soutien dans les cités noires, a été réaffirmée alors que celles-ci continuent d'être en proie à la violence.

Le président a publié, hier, un communiqué démentant qu'après avoir été informé des projets de plusieurs hommes d'affaires de rencontrer la direction de l'ANC à Lusaka, il n'y avait pas fait d'objection. Plusieurs journaux avaient fait état de cette information la semaine dernière.

Le président a reconnu avoir été mis au courant d'un tel projet par un homme d'affaires non identifié mais il a ajouté que tant que l'ANC est dirigé par des communistes et prône la violence en Afrique du Sud, «il ne peut être question que d'approuver des discussions avec eux».

«Je veux avertir les Sud-Africains contre des tactiques communistes de ce genre. Je considère de telles tentatives comme déraisonnables et même déloyales pour les jeunes gens qui sacrifieront leur vie pour défendre la sécurité de l'Afrique du Sud», a poursuivi le président.

Des rumeurs sur de prochains entretiens entre l'ANC et les milieux d'affaires sud-africains ont commencé à circuler il y a deux semaines. Le 30 août, l'ANC avait confirmé les préparatifs. Plusieurs journaux ont fait à nouveau état, hier, de ces discus-



Alors que son principal allié, le président Reagan, fait des concessions au Congrès sur la question des sanctions, le président Pieter Botha demeure inflexible.

sions, précisant qu'elles auront lieu à Lusaka, et que le président Kenneth Kaunda de Zambie a servi d'intermédiaire entre M. Tambo de l'ANC et les Sud-Africains.

Les discussions avec l'ANC auraient pour objectif d'étudier comment mettre fin à l'apartheid pour sortir le pays de l'impasse où il se trouve en l'absence de projets de réformes concrètes de la part du gouvernement, et alors que les cités noires, et certaines cités métisses sont à feu et à sang.

Le journal Star a rapporté par ailleurs, hier, que devant l'apparent immobilisme du gouvernement, plusieurs hommes d'affaires et universitaires avaient lancé plusieurs campagnes visant à faire pression sur le gouvernement pour des réformes. Il s'agit de campagnes d'informa-



tion dans les milieux blancs axées sur la nécessité de réformes et d'un rapprochement avec les autres communautés ethniques, ainsi que de pétitions et d'envois de lettres au président Botha lui demandant d'entamer sans délai des négociations avec les leaders noirs.

Par ailleurs, deux Noirs ont encore trouvé la mort durant le week-end en Afrique du Sud, où le gouvernement attend avec appréhension des sanctions devenues apparemment inévitables de la part de son plus proche allié, les États-Unis.

À Washington, le Sénat doit examiner aujourd'hui pour sa session de rentrée un projet de loi en faveur de sanctions contre Pretoria, déjà adopté par la chambre des représentants. Le texte a, semble-t-il, de bonnes chances d'être voté à une majori-

té suffisante pour contrer un éventuel veto présidentiel.

Si l'on en croit le New York Times, le président Ronald Reagan aurait pris les devants en satisfaisant l'un des points contenus dans le texte de loi: l'interdiction de la vente aux États-Unis des pièces d'or sud-africaines, appelées krugerrands, pour laquelle il s'apprêtait à déposer une demande d'autorisation auprès du GATT. De plus, la Maison-Blanche doit aussi annoncer que les prêts bancaires à l'Afrique du Sud seront interdits si on ne peut montrer qu'ils contribuent au bien-être des Noirs, dans des domaines tels que la santé, le logement ou l'éducation.

Les autorités sud-africaines ont essayé jusqu'ici tous les arguments pour retarder des sanctions, de la menace de ralentir le processus de réformes à l'invocation de la «défense» des intérêts des pays voisins, étroitement dépendants économiquement de Pretoria.

Ces sanctions s'inscrivent dans un contexte de crise financière sans précédent qui a amené Pretoria à suspendre pour quatre mois les remboursements de sa dette extérieure et à instituer un double système de change pour enrayer la fuite des capitaux alimentée par les troubles intérieurs.

Dans l'immédiat, les milieux financiers sud-africains attendent le retour du gouverneur de la Banque centrale, M. Gerhard de Kock, qui achève à Zurich une tournée des capitales bancaires du monde occidental, pour y trouver une aide. Il s'est déjà rendu aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en RFA. Faute de résultats, M. de Kock a déjà fait savoir que l'Afrique du Sud se verrait réduite à engager son or pour couvrir des emprunts.

— AFP et Reuter

Thaïlande: coup d'État militaire

BANGKOK (AFP) — Un groupe révolutionnaire dirigé par l'ancien commandant en chef de l'armée, le général Sern Na Nakorn, a pris le pouvoir en Thaïlande ce matin (à 6 h heure locale; 19 h hier à Montréal), a annoncé la radio d'État.

Une autre station de radio devait cependant lancer un appel au commandant adjoint de l'armée de terre, le général Thienchai Sirisamphan, ordonnant aux troupes de désobéir au général Sern Na Nakorn, leader présumé du coup d'État, et d'attendre ses ordres transmis par la radio. La radio devait diffuser à 9 h locales un message du commandant en chef de l'armée, le général Arthit Kamlang-Ek, en visite en Europe, ordonnant à ses troupes d'obéir aux ordres du général Thienchai.

Un peu plus tard, les blindés des insurgés ont ouvert le feu près du siège du gouvernement et du quartier général de l'armée, dans ce qui paraît une tentative pour prendre le contrôle du poste de commandement des loyalistes, rapportait l'agence Reuter.

Le calme régnait toutefois ce matin à Bangkok où les gens étaient normaux et où le trafic se rendait comme d'habitude à leur travail.

Les responsables du coup, a poursuivi la radio, ont demandé aux fonctionnaires d'assurer leurs tâches habituelles. Ils ont également annoncé qu'aucune force militaire ne sera mobilisée et ont averti que «ceux qui résisteraient seraient sévèrement punis».

La radio ajoute que le «groupe révolutionnaire», qui comprend des militaires, des policiers et des civils, a pris le pouvoir «dans le but de résoudre les nombreux problèmes, notamment en matière économique», que connaît actuellement le pays.

Les auteurs du coup d'État, a poursuivi la radio, ont indiqué qu'ils soutenaient la monarchie et qu'ils assureraient la protection des étrangers, des diplomates et des représentants des organisations internationales présents dans le pays. Ils ont par ailleurs affirmé reconnaître la charte des Nations Unies.

Selon des témoins oculaires, deux chars d'assaut et une dizaine de camions de police stationnés en début de matinée devant le siège du gouvernement où se trouvent les bureaux du premier ministre, M. Prem Tinsulanonda. Selon d'autres témoins, de nombreux chars ont été vus sur la route menant à l'aéroport de Bangkok.

— AFP et Reuter

Haim Herzog fustige le rabbin Meir Kahane

JERUSALEM — Tandis que le président d'Israël, M. Haim Herzog, définissait les activités politiques du rabbin Meir Kahane comme «une marque de honte» pour Israël et le judaïsme dans son ensemble, le gouvernement israélien de M. Shimon Pérès, de peur d'être débordé par des milices armées privées formées de colons juifs après la vague d'attentats anti-Israéliens, a déployé des unités parachutistes dans les villes arabes de Cisjordanie et de Gaza et a interdit aux vigiles juives armées d'effectuer des patrouilles dans les Territoires occupés.

Depuis samedi, de nombreuses unités d'élite — parachutistes à bérets rouges et garde-frontières à bérets verts — patrouillent dans les principales agglomérations palestiniennes des territoires occupés, notamment à Gaza, Hébron, Naplouse et Djenine.

À l'adresse des colons israéliens, le chef d'état-major, le général Moshé Lévy, a affirmé que seule l'armée israélienne peut assurer la maintenance de l'ordre et la sécurité en Judée-Samarie (Cisjordanie) et à Gaza. Il a en outre précisé que ses troupes n'hésiteraient pas à agir avec fermeté et rapidité.

La présence militaire israélienne accrue dans les grandes villes palestiniennes a été décidée alors que l'État hébreu s'apprêtait à célébrer une période de grandes fêtes du calendrier juif — nouvel

an, jour du Kippour (grand pardon) et Souccot (fête des cabanes) — jugée propice à des attentats. Elle intervient en outre à la veille de la rentrée scolaire dans les territoires occupés, généralement marquée par un regain de tension et de violence.

Par ailleurs, le gouvernement israélien, qui a déjà approuvé les recours aux mesures d'arrestation administrative ou d'expulsion pure et simple des Palestiniens jugés extrémistes, souhaite maintenant que le parlement entérine aujourd'hui une loi limitant ou interdisant les contacts des Israéliens avec les organisations palestiniennes.

D'autre part, lors d'un discours devant des étudiants à Petah Tikva, banlieue de Tel Aviv, le président Herzog a comparé la campagne du Parti Kach pour expulser les Arabes d'Israël à la législation contre les Juifs de l'Allemagne nazie. «C'est un dés-honneur pour le peuple juif et pour le peuple israélien — et c'est ainsi que le voit le monde entier — qu'un homme puisse apparaître dans l'État juif avec un programme très semblable à la législation de Nuremberg», a-t-il précisé.

Le rabbin Kahane est le seul député du Kach au parlement. Toutefois, selon un sondage récent, son parti est le troisième plus populaire du pays et pourrait remporter 10 sièges à de nouvelles élections.

— AFP et Reuter

L'apartheid condamné par les pays non alignés

LUANDA — La conférence ministérielle des non-alignés, qui s'est achevée hier soir, a permis aux 101 pays membres d'affirmer leur solidarité avec l'Afrique australe et les victimes de la répression en Afrique du Sud, et de faire preuve de réalisme à un moment où une crise économique sans précédent frappe le tiers-monde.

Le choix du Zimbabwe pour accueillir le sommet des non-alignés en 1986, après celui de l'Angola pour la conférence ministérielle, illustre cette mobilisation de la communauté internationale contre Pretoria.

Une déclaration séparée sur l'Afrique du Sud, dite déclaration de Luanda, appelant les partenaires occidentaux de Pretoria à tout mettre en œuvre pour obtenir des changements et éviter un bain de sang, marque la préoccupation des membres du mouvement, qu'ils soient africains, asiatiques, latino-américains ou européens.

Et ce, malgré des différences politiques ou idéologiques à propos de l'Afrique australe et de la dette extérieure du tiers-monde, qui atteindra cette année près de 1000 milliards de dollars.

Concernant cette dette, un compromis entre la position de certains pays, parmi lesquels l'Arabie saoudite, qui souhaitent un texte affirmant la volonté de payer les dettes, et celle de La Havane appelé à une annulation pure et simple, a pu être atteint. Elaboré à partir d'un projet péruvien et colombien, ce texte affirme que les pays honoreront leurs dettes, qu'il qualifie toutefois d'insoutenables.

Ce compromis met l'accent sur la co-responsabilité entre débiteurs et créanciers, et souligne que le service de la dette ne devrait dépasser pas un pourcentage compatible avec le maintien d'une capacité de production intérieure et les besoins économiques et sociaux de chaque pays.

Le compromis reflète également la position adoptée par les pays africains en juillet dernier au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) d'Addis-Abeba. Ils avaient affirmé qu'ils honoreront leurs engagements dans la mesure de leurs moyens, demandant que des mesures particulières soient prises en faveur des plus pauvres.

— AFP

Damas est prêt à intervenir à Beyrouth, affirme Selim Hoss

BEYROUTH — La Syrie est déterminée à aider à ramener l'ordre à Beyrouth-Ouest, où les combats entre milices musulmanes rivales menacent d'instaurer un climat d'anarchie dans la capitale, a annoncé, hier, M. Selim Hoss, ministre libanais de l'Éducation, à son retour de Damas.

M. Hoss, qui s'est entretenu avec des dirigeants syriens, dont le vice-président Abdel-Halim Khaddam, n'a cependant donné aucune indication au sujet de la réaction syrienne à la demande du premier ministre libanais Rachid Karamé qui souhaite que l'armée syrienne prenne le contrôle du secteur musulman de Beyrouth.

Entretemps, les accrochages se sont poursuivis par intermittence, hier, autour du camp de réfugiés palestiniens de Bourj Barajneh, au sud de Beyrouth, alors que les miliciens du mouvement chiite Amal ont incendié des maisons habitées par des familles palestiniennes à proximité du camp, dans le quartier de Haret Hreik.

Par ailleurs, dans le camp de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, les Palestiniens reconstruisent leurs maisonnettes en parpaing, détruites pendant la première phase de la guerre des camps de Beyrouth qui, entre le 19 mai et le 17 juin derniers, avait rasé Sabra, détruit aux trois-quarts Chatila et sérieusement endommagé Bourj Barajneh.

Au sixième jour des combats qui opposent les Palestiniens aux miliciens d'Amal, soutenus par la palestinienne brigade de l'armée, les Palestiniens de Bourj Barajneh sont toujours assiégés et soumis à un bombardement au canon sans répit et au mortier. Retenus dans leur dernier bastion à Beyrouth, les Palestiniens favorables ou hostiles au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, se battent côte à côte, avec pour seules armes des roquettes anti-char RMP et des fusils mitrailleurs.

Hier après-midi, de violents accrochages ont eu lieu pendant une heure, au cours desquels des armes de tous calibres ont été utilisées, provoquant davantage de destructions dans les habitations. Un calme relatif est revenu peu

après dans le secteur du camp, ponctué par les sifflements de balles des tireurs d'élite.

La tension ainsi entretenue permet, dans les moments de répit, d'enterrer les morts — 33 depuis la reprise des combats mardi dernier — et de porter secours aux blessés, estimés à plus de 150. Pourtant, le commandement militaire du Front de salut national palestinien (FSNP, coalition hostile à M. Arafat) avait décrété samedi soir un cessez-le-feu unilatéral, appelant à l'élimination de toutes les apparences armées, en estimant que la reprise des combats ne sert les intérêts d'aucune des parties en conflit.

Par la suite, Amal avait annoncé son intention de respecter la décision du FSNP et réaffirmé son engagement vis-à-vis de l'accord de Damas qui avait mis un terme le 17 juin dernier à des mois de guerre à Beyrouth. Des miliciens d'Amal ont pourtant incendié, hier, à Haret Hreik, dans la banlieue sud chiite de la capitale, deux immeubles habités par des familles palestiniennes, après les en avoir chassées.

— AFP et Reuter

Plus de 3 millions de Norvégiens aux urnes

OSLO — Les Norvégiens ont commencé hier dans un calme absolu un vote étendu sur 48 heures pour le renouvellement quadriennal de leur Parlement, le Storting, et pour choisir entre la reconstruction de la coalition de centre-droit au pouvoir depuis 1981 ou le retour de la gauche avec les travaillistes pour chef de file.

Quelque 3,1 millions d'inscrits participent au scrutin, selon le mode proportionnel avec répartition des restes, dans les 542 communes du pays découpé en 19 districts. Cent cinquante-sept sièges sont à pourvoir au lieu de 155 précédemment, en raison de l'augmentation de la population autour d'Oslo. Cinquante-trois députés sortants ne se représentent pas.

D'après les premières indications officielles, on a surtout voté dans les régions du nord et du sud. Dans le nord, la participation serait plus importante qu'aux législatives de 1981 où elle avait atteint 83,2 p. cent pour l'ensemble du pays. À Oslo et dans les environs, l'afflux des électeurs est attendu pour aujourd'hui, qui sera un jour de travail normal.

Dix partis ou mouvements sont en lice mais c'est le résultat des conservateurs, chrétiens-démocrates et centristes pour le centre

et celui des travaillistes, socialistes de gauche et libéraux pour la gauche qui sera décisif.

Le centre-droit dirigé par le conservateur Kaare Willoch a fondé sa campagne sur la prospérité et la croissance garantie selon lui par sa gestion, ajoutant qu'un retour des travaillistes poserait des problèmes au sein de l'OTAN en raison de leur opposition au nucléaire.

La gauche a promis davantage de bien-être social et le chef travailliste, Mme Gro Harlem Brundtland, qui s'est déclarée prête à former un gouvernement minoritaire avec l'appui des socialistes de gauche et des libéraux, a affirmé qu'elle ne visait pas de modifications majeures à la politique de sécurité de la Norvège et qu'elle respecterait ses engagements envers l'Alliance atlantique.

La première tendance est attendue pour ce soir. Les milieux politiques s'attendent à un résultat serré, d'autant que les derniers sondages indiquaient qu'un quart de l'électorat n'avait pas encore choisi entre la coalition de centre-droit sortante et l'opposition travailliste. Le scrutin devrait pourtant, comme c'est l'habitude en Norvège, être marqué par une participation élevée.

— AFP et Reuter

SELON LE WASHINGTON POST Reagan exigerait davantage du Congrès pour les contras

MANAGUA — Le gouvernement américain, considérant que les forces soutenues par les États-Unis au Nicaragua et au Salvador ne semblent pas proches d'une éventuelle victoire, a l'intention de demander au Congrès des fonds supplémentaires pour l'Amérique centrale, rapportait, hier, le quotidien Washington Post. Selon le journal, ce projet figure dans un document secret préparé en vue d'une réunion cette semaine au Panama d'ambassadeurs américains accrédités dans la région.

Ce document préparatoire, daté du 4 septembre, souligne, toujours selon le Washington Post, que les insurgés anti-sandinistes au Nicaragua sont «encore loin du succès» et qu'il ne semble pas que la guerre entre le gouvernement salvadorien soutenu par Washington et la guérilla puisse être gagnée sur le terrain par aucune des deux parties. Le document reflète également les doutes du gouvernement américain quant aux négociations de paix en Amérique centrale, poursuit le journal. Un porte-parole du département d'État, Mme Anita

Stockman, a déclaré ignorer l'existence de ce texte. Le Washington Post précise que le gouvernement va demander au Congrès de porter l'aide à la région «au niveau recommandé» par la commission Kissinger sur l'Amérique centrale. Selon des sources au congrès citées par le journal, cela représenterait quelque \$300 millions en assistance économique supplémentaire, et \$182 millions d'aide militaire.

Par ailleurs, le président Ortega a accusé les gouvernements du Salvador, du Honduras et du Costa Rica de tenter de miner les efforts du Groupe de Contadora pour obéir aux ordres de Washington, la confrontation politique entre le gouvernement sandiniste et l'opposition intérieure, y compris les hauts responsables catholiques, a franchi un nouveau seuil cette semaine, alors que la guérilla maintient une forte pression militaire.

Jamais l'opposition interne ne se verra permettre de jouer le rôle «d'une force complémentaire de l'agression américaine», a affirmé le président Da-

niel Ortega dans un discours prononcé jeudi devant l'Assemblée nationale.

«Le plan des États-Unis suppose l'utilisation de groupes politiques, de la presse et de responsables de l'Église» qui ont pour mission d'ouvrir «le front politique interne», a ajouté M. Ortega, qui a également affirmé que le gouvernement sandiniste ne négociera «jamais» avec la guérilla.

L'avertissement de M. Ortega a été suivi dès vendredi de l'arrestation des dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), qui ont été rapidement relâchés. Les autorités ont d'autre part interdit une assemblée de la COSEP qui devait réunir samedi plus de 4000 dirigeants d'entreprises pour célébrer «le jour de l'entreprise privée» ainsi que la mémoire de l'ancien président des entrepreneurs, M. Jorge Salazar, tué lors d'un affrontement avec les forces gouvernementales en 1980 et considéré comme un héros par les guérilleros de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN).

— AFP

MOT MYSTÈRE

LATIN VIVANT — Un mot de 7 lettres

A E S R F N F A O C S D O A R
T V T U E O E D I V H A M R E
O A Y N V V E R M I S O I T C
U G R E T R E T A U Q U R L T
Q E A N C S M T U P R J P U A
G A X M A C U L A S T O N U S
T P M U I S E N I O R U U L
U E R U J E D B A A E V S Q I
S X C C S V E A D S T P A X V
M B I A U E T I U G A R I E E
I H O V T R U R O L P A G X D
L S U N I S U M M U N O T V O
A N A D U C I S T E R T I O
X X E U Q S I L T E A N O V A
E S O U Q E A X E N E L L O P

ALIAS
ANA
ANUS
APEX
AVE
BIS
BONUS
CHORUS
CREDO
DE JURE
DUO
EGO
EX AEQUO
EX ANTE
EXTRA
EX VIVO

FOETUS
FOVEA
GERMEN
GLUTEN
HIATUS
HIC
IDES
IMAGO
IXIA
LAPUS
LIVEDO
LUPUS
MACULA
MUSEUM
NOVA
PATER

POLLEN
PRIMO
QUASI
QUATER
QUITUS
QUORUM
QUOTA
RADIUS
RAPTUS
RECTA
RUMEN
SENIOR
SIC
SIL
SINUS

SMILAX
STYRAX
SUMMUM
SUPRA
TACET
TE DEUM
TER
TERTIO
TONUS
ULTRA
URUS
VACUUM
VERMIS
VERSUS
VIDEO

Solution du dernier problème: PLINTHE

334 SERVICES DOMESTIQUES

AIDE domestique demandée, sérieuse, désireux pour prendre soin de deux enfants de 2-4 ans et entretenir ménage. A temps plein, et doit dormir à la maison. Références demandées. Appeler au 747-5200.

AIDE ménagère demandée, sérieuse, désireux pour prendre soin de deux enfants de 2-4 ans et entretenir ménage. A temps plein, et doit dormir à la maison. Références demandées. Appeler au 747-5200.

AIDE pour matin, 2 enfants, un peu de travail ménager. Références demandées. Appeler au 747-5200.

CHERCHER gardienne à domicile, 5 jours après école pour fille à ans. 6-10 h. 459-4243.

CHERCHER DAME pour s'occuper de 2 enfants de 4-9 ans, et entretenir maison, du lundi au vendredi, 15h-19h. 459-4243.

DOMAINE Rosemary, cherche gardienne pour 2 enfants, du lundi au vendredi, 15h-19h. 459-4243.

FEMME de ménage demandée 5 jours par semaine. Écrire à La Presse, RUC 3E3.

FEMME domestique, garde et travail ménager, 20 heures semaine. Écrire à La Presse, RUC 3E3.

FEMME DE CHAMBRE demandée, sérieuse, désireux pour prendre soin de deux enfants de 2-4 ans et entretenir ménage. A temps plein, et doit dormir à la maison. Références demandées. Appeler au 747-5200.

GARDIENNE demandée, 2 enfants, 3 ans et 1 an, logée, nourrie, à Becclesfield, par de travaux ménagers. F. Gervier 744-6785.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

GARDIENNE demandée un enfant 5 ans, logée, nourrie, du lundi au vendredi, Kirkland, 6-10 h. 459-4243.

340 EMPLOIS DIVERS

LIVREUR A CONTRAT, 7 jours par semaine, pour commerce de pharmacie, secteur nord de Montréal. Références requises. Possibilité de travailler à l'extérieur. 745-4556. Succ. Duvivier, Laval HTE 4P5, attention: Michel Lemaire.

OPERATEUR(ICE) demandé(e) dans la tourture. 469-8175.

PERSONNE bilingue pour placer marchandise, pharmacie à Ville Mont-Royal. Temps partiel, expérience 4 années. Écrire C.P. 262, Succ. Duvivier, Laval HTE 4P5, attention: Michel Lemaire.

PROPRIETAIRES OPERATEURS (BROKERS)

Pour les provinces de l'ouest du Canada, 3 années d'expérience, trajectoire récente, record de bonne conduite, pleine compensation, payés tous les 15 jours. Nous offrons l'opportunité d'un travail de plus complètes informations et pour une entrevue, appelez: All-Trans Special Commodities, Fernand Bisson, Germain Lafont, 514-322-5956.

TRAVAIL DE JOUR

20 heures demandées (dépenses) de 16 à 19 ans qui ne fréquentent pas l'école. Nous garantissons \$75 de salaire de base par semaine plus commission. 253-9195.

343 EMPLOIS DEMANDES

ACCOMPLI MODELE MASCULIN

JEUNE chômeur (21) cherchant tout genre d'emploi. 271-6463.

MODELE MASCULIN

346 PRÉPARATION DE CURRICULUM VITAE

(CENTRE VILLE) CONSEIL PRO C.V. efficace et professionnel. Service personnalisé. 222-9864.

C.V. PRO EMPLOI

CURRICULUM VITAE

625 DORCHESTER O. 878-1090

COURS

350 EDUCATION, INSTRUCTION

AGENT DE VOYAGES

Cours intensif, 40h, reconnu par Ministère Éducation, jour au soir. Debut 14 sept. Institut Publicus.

842-3941

ANGLAIS, RUSSSE, grammairie, conversation, traduction. 725-9298.

ANNONCES RADIO

Cours intensif début 14 sept. 943-6030

APPRENTISSEMENT le métier de fleuriste. Débutant accepté. 388-4957.

CARRIÈRE DE MODELE BARTON-TAYLOR

Cours en soirée avec la meilleure agence-école, la plus réputée au Canada, avec le meilleur salaire pour acquisition, photos, tv et détails de mode. Cours gratuits en maquette. Découvrez votre vrai visage et exploitez tout votre potentiel. Pour renseignements gratuits, appelez: 878-1000. Adresse: 1400 Avenue de l'Éducation, permis à 1400.

DEVENIR ESTHETICIENNE CONSEILLÈRE, BEAUTÉ-SANTÉ

Travail assuré durant votre formation pour une carrière rémunératrice. Personnes sérieuses seulement. Pour entrevue: 677-6316 M. Ois.

DISTRIBUTEUR demandé 1 à 2 jours semaine, travail intéressant avec le public, étudiants et personnes âgées bienvenus. Véhicule nécessaire. 384-7185

EXPÉDITEUR

Nous sommes à la recherche d'un candidat pour travailler dans l'expédition avec une bonne écriture. Le candidat doit avoir 5 à 7 années d'expérience et doit être capable de diriger un groupe de 10 employés. Doit être prêt à faire des heures supplémentaires. Références requises. Personne sérieuse seulement.

ENVOYER curriculum vitae aux Industries De Draperies, 1401

Domaine des Énergies Renouvelables, 382-4993, 663-7550.

ANIMATEURS (TRICES)

Besoin d'animateurs(trices) de soirées possédant système de son ou non, formation obligatoire à tous les candidats. Minimum 20 ans. Possédant une voiture. Disc-Bout, 627-6090.

AUTO FOURNIE

Jeune gens 20 à 25 ans demandés pour notre service d'information libre de voyageur, secondaire V ou non, formation obligatoire à tous les candidats. Minimum 20 ans. Possédant une voiture. Disc-Bout, 627-6090.

AUX PARENTS

25 jeunes de 12 à 15 ans demandés pour travailler les fins de semaine. Possibilité de gagner \$50. 253-9559.

AVENIR ASSURÉ

Possibilité de \$100 et plus par semaine. Travail sur rendez-vous confirmé. Demandez M. Dico-la, 770-7792.

340 EMPLOIS DIVERS

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

350 ÉDUCATION, INSTRUCTION

POUR 150 MILLIONS D'AFRICAINS

Le retour des pluies, un ferment d'espoir

ROME (AFP) — Le retour des pluies dans l'Afrique sinistrée depuis quatre ans par la sécheresse devrait permettre de meilleures récoltes et la réduction l'an prochain des pénuries alimentaires qui ont affecté quelque 150 millions d'Africains, selon le neuvième rapport spécial de la FAO sur l'Afrique publié simultanément hier à Rome et à Nairobi.

Il est toutefois encore trop tôt pour faire une évaluation globale, estime la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Dans 10 des 21 pays sinistrés, les récoltes n'ont pas encore débuté et leur succès dépend de la persistance des pluies en septembre.

Dans les onze autres pays où les moissons ont déjà été engrangées ou sont en cours, la FAO relève toutefois une nette amélioration. La situation alimentaire est ainsi redevenue normale au Lesotho, au Zimbabwe, en Zambie, les greniers à maïs de l'Afrique, ainsi qu'au Maroc.

Trois seulement de ces onze pays continueront d'éprouver de sérieuses difficultés l'an prochain : ce sont l'Angola, le Botswana et le Mozambique où la guerre et les inondations ont perturbé le cycle agricole. Ces trois pays auront besoin de 570 000 tonnes d'aide alimentaire en 1985-86, 60 000 tonnes de moins que l'année précédente, estime la FAO.

Le retour des pluies n'implique pas la fin des détresses, loin de là : dans de nombreux pays, les trois prochains mois constituent la période de soudure critique avant les prochaines récoltes. Les réserves de vivres sont épuisées depuis longtemps et les secours n'arrivent plus : engorgement des ports, routes impraticables pendant la saison des pluies, inondations.

En outre, dans la plupart des pays les plus sinistrés, le manque de semences, mangées par les paysans affamés, et d'animaux de trait, décimés par la sécheresse, ont limité les semailles.

La situation demeure extrêmement préoccupante au Soudan où l'aide logistique et alimentaire promise par la communauté internationale n'est pas arrivée en nombre suffisant avant

la saison des pluies (le déficit fin août atteignait 300 000 tonnes de céréales) pour écarter tout danger. « Il reste beaucoup à faire dans les semaines à venir, y compris une extension du pont aérien, pour éviter un désastre majeur », dit la FAO.

Femmes et enfants sont particulièrement exposés, indique-t-elle en signalant une dénutrition généralisée et des épidémies meurtrières de choléra, de diarrhées et de rougeole dans le Kordofan, le Darfour et les provinces orientales du pays.

Situation critique également en Éthiopie où 7,9 millions de personnes sont durement affectées. Entre 20 et 25 p. cent des populations du nord du pays continuent à ne pas recevoir de rations alimentaires de manière régulière, indique-t-elle. En outre les récoltes secondaires en cours seront maigres dans le nord et l'ouest (Érythrée, Wollo, Tigre), les pluies ayant été tardives et intermittentes et les semences ayant manqué.

En revanche, les récoltes s'annoncent beaucoup mieux que l'an dernier dans les sept pays du Sahel où les pluies ont été régulières en juillet et août. Tchad, Mali et Mauritanie devraient connaître des moissons abondantes si les pluies persistent en septembre.

Des pâturages reverdisent, les fleuves retournent à leur niveau normal, nomades et troupeaux remontent vers le nord. Certaines zones demeurent affectées : la région de Tombouctou (Mali), le nord-est du Burkina Faso (ex-Haute Volta), l'ouest du Niger, le nord du Cap Vert.

La perspective de meilleures récoltes ne dispense pas la communauté internationale de continuer à aider ces pays, relève la FAO. L'Organisation multipliera d'ici à la fin de l'année les missions pour évaluer les besoins. Elle constate cependant que sur les sept millions de tonnes (MT) d'aide estimées nécessaires pour 1985, à peine 4,9 MT avaient été envoyées fin août et 650 000 tonnes étaient toujours bloquées dans les ports. Tout doit être entrepris pour accélérer la distribution de l'aide, dit-elle.



Mme Linda Collier, un écrivain canadien vivant au Japon.

Un marathon de 500 km rapporte \$15 000 pour les affamés

TOKYO (AFP) — Une Canadienne de 33 ans a rassemblé 3,42 millions de yens (environ 14 250 dollars) au profit des enfants des pays africains touchés par la sécheresse et la famine pendant une course de 500 km qui s'est achevée hier.

Mme Linda Collier, un écrivain vivant au Japon, a commencé ce qu'elle appelle « un marathon de l'amour » le 13 août dernier, à Mito (100 km au nord-est de Tokyo). Sa course l'a d'abord menée à Fukushima, à 250 km au nord de Tokyo, puis elle est repartie vers la capitale japonaise.

L'argent, donné à Mme Collier par 480 personnes sur son passage, sera envoyé en Afrique par l'intermédiaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Libéré après 7 ans de prison pour le meurtre de son professeur

VACAVILLE (États-Unis) (AFP) — Theodore Strelski, un étudiant qui avait passé 19 ans à essayer d'obtenir un doctorat et avait finalement tué son professeur à coups de marteau est sorti hier de prison, après sept ans et 20 jours passés derrière les barreaux de diverses prisons californiennes.

M. Strelski a fait ses premiers pas d'homme libre entre deux haies de journalistes, et son premier souci a été de savoir où se trouvaient les micros des médias. Il a réaffirmé avoir « des regrets mais pas de remords » et indiqué que « si cela (le meurtre) était à refaire, il le referait ».

Agé de 49 ans, l'ancien étudiant avait soutenu, tout au long de son procès, puis de son incarcération, qu'il était pour lui logique et moralement correct de tuer Karel deLeeuw, son professeur de mathématiques à l'université californienne de Stanford.

Selon lui, l'administration de l'établissement se contentait de percevoir les frais de scolarité des étudiants et ne supervisait pas le travail des enseignants qu'elle engageait. M. Strelski soutenait que le professeur deLeeuw, en lui refusant à plusieurs reprises le diplôme de mathématiques qu'il cherchait à



Theodore Strelski.

obtenir, avait empêché son rêve de se concrétiser.

En 1978, en signe de protestation, il avait tué l'enseignant en lui portant à la tête plusieurs coups avec un marteau de un kilo.

Condamné à huit ans de réclusion un an plus tard, il a refusé à trois reprises depuis mars 1984 la remise en liberté conditionnelle qui lui était proposée, souhaitant purger sa peine jusqu'au bout. Il a finalement obtenu un peu moins d'un an de remise, pour bonne conduite.

« Je n'avais pas envie (en acceptant une libération anticipée) d'être interdit de séjour dans la région de San Francisco et le comté de Santa Clara où se trouve la Silicon Valley, siège de la plupart des industries électroniques de pointe, où je compte travailler », a-t-il expliqué dans une interview récente.

Un porte-parole de la prison de Vacaville où le détenu a passé les derniers mois de sa peine a indiqué qu'il n'a jamais été un problème et qu'il a

passé la plupart de son temps dans la bibliothèque.

M. Strelski, qui compte consacrer quelques jours à accorder des interviews avant de chercher un emploi, a annoncé qu'il allait tenter un procès à plusieurs responsables de l'État de Californie qui, au cours des audiences sur sa remise en liberté, ont publiquement, et à tort, selon lui, mis en doute son équilibre mental.

Leur réclamation de millions de dollars de dommages et intérêts.



Des grévistes chez le pdg d'Air Canada

Une centaine de bruyants marcheurs sont allés défiler hier matin devant la résidence du président d'Air Canada, M. Pierre Jeannot, située à Ville Mont-Royal. Il s'agissait d'agents de bord de la société, en grève depuis le 18 août. Ceux-ci ont brandi des pancartes et scandé des slogans, et invité la population à boycotter la compagnie pour des raisons de sécurité. Le tout s'est déroulé dans l'ordre.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE



À COMPTER DE
DEMAIN MARDI

VENTE DE FOURRURES EATON LAVAL

Des achats fabuleux! Une sélection intéressante! Nos modèles les plus récents! Du vison, du renard, du raton laveur, du coyote! Hâtez-vous, vous aurez le meilleur choix!

Achats en personne seulement.

EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ A ÉTÉ PROLONGÉE

GOODYEAR

SERVICE AUTOMOBILE GARANTI

LANCEMENT DU SERVICE AUTOMOBILE SANS DEVINETTES

Nous sommes des spécialistes des pneus et du service!

RECHERCHER LES NOUVELLES ENSEIGNES. Partout où vous verrez les mots "Service automobile garanti de Goodyear", vous trouverez une nouvelle apparence, une nouvelle ambiance et un nouvel outillage moderne pour le service automobile.

NOUS SOMMES "INFORMATISÉS". Les véhicules modernes exigent des connaissances spéciales et un outillage à la fine pointe de la technologie pour assurer une performance supérieure. Goodyear a maintenant l'outillage le plus moderne qui soit et des techniciens formés avec soin pour garder votre voiture en parfait état. Le résultat détaillé de l'analyse informatisée est imprimé. Il n'est plus nécessaire de jouer aux devinettes.

LE SERVICE EST TOUJOURS AUSSI PERSONNEL. Bien que l'ordinateur soit le cœur d'une machine de diagnostic merveilleusement efficace, le travail est toujours fait par un technicien certifié de Goodyear.

CHAQUE SERVICE EST GARANTI PAR ÉCRIT. Chaque service informatisé est garanti et appuyé d'une garantie limitée écrite. Pour en obtenir un exemplaire gratuit, adressez-vous au gérant du magasin.

Nous ne jouons pas aux devinettes.

L'ENGAGEMENT DE GOODYEAR

Nous promettons ce qui suit à chacun des clients du Centre de service automobile Goodyear:

- effectuer tous les travaux d'entretien d'une manière vraiment professionnelle
- n'effectuer que le travail nécessaire et autorisé
- retourner toutes les pièces usées pour inspection
- expliquer en détail tout ce que nous faisons
- respecter votre garantie à travers tout le pays

MISE AU POINT INFORMATISÉE DE 12 MOIS

CHEZ GOODYEAR, LE SERVICE N'EST PAS UN JEU DE DEVINETTES. Efficace à souhait, notre ordinateur analyse toutes les pièces du moteur et détecte promptement et précisément les problèmes. Le résultat de l'analyse est imprimé. Il indique exactement les travaux à faire.

Le prix de cette analyse informatisée perfectionnée comprend trois analyses et mises au point additionnelles du moteur au cours de l'année qui suit l'entretien original.

Nous posons des bougies d'allumage neuves et vérifions les systèmes de charge, de démarrage et du moteur.

Prix pour la plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées.

Allumage non-électronique : 8,50 \$ en sus.

55 ⁹⁵	64 ⁹⁵	73 ⁹⁵
4 cylindres	6 cylindres	V6 et 8 cylindres

GARANTIE DE 12 MOIS

ENTRETIEN DES FREINS AVANT À DISQUE

Notre entretien des freins garanti comprend la pose de plaquettes de frein neuves, le réglage des systèmes de freinage et le remplacement des pièces usées. Nous vérifions toutes les autres pièces des freins et freins à disques sur route du véhicule. Le prix peut varier pour les voitures à traction avant. Plaquettes métalliques de disques : 20 \$ en sus.

74⁹⁵

la plupart des véhicules

GARANTIE DE 24 MOIS/40 000 KM

HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION

La plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées. Comprend jusqu'à 5 litres d'huile Quaker State 10W-30, filtre à huile Fiat neuf et lubrification du châssis. Huile et filtre diesel peuvent entraîner un supplément.

13⁹⁵

la plupart des véhicules

GARANTIE DE 90 JOURS/9 000 KM

ALIGNEMENT DES ROUES

Vérification des quatre pneus. Réglage du carirage, de la chasse et de la convergence. Vérification des systèmes de suspension et de direction. Pièces et entretiens additionnels en sus, si nécessaires.

13⁹⁵

la plupart des véhicules

GARANTIE DE 90 JOURS/9 000 KM

GOODYEAR

MONTRÉAL 9170, rue Sherbrooke est 352-2682 9740, Côte de Liesse 731-6471 2615, rue Ontario est 527-8364 AHUNTIC 10230, boulevard St. Laurent 381-2591	MONTRÉAL CENTRE-VILLE 11, boulevard Maisonneuve est 848-8031 PAROISSE 5135, rue St-Jacques 527-9854 515, rue St-Jacques 525-3280	LAVAL-CHOMÉY 1210, boulevard Lacombe 888-3575 LAVAL-POINT VIAL 366, boulevard Laurier 467-2310 LA SALLE 1670, av. Dollard 163-0811 VERDUN 4201, av. Verdon 781-4568	CHATEAUGUY 104, boulevard d'Anjou 891-3165 LONGUEUIL 85, boulevard Ste-Foy 879-5250 DOLLARD-DES-ORMEAUX 4810, chemin des Sources 684-9532 ST-MICHEL 1848, rue Jean-Talon est 729-4794	CENTRES DE CAMIONS GOODYEAR ST-LAURENT 1345, boulevard de Lièvre 334-9112 ANJOU 3301, boulevard Métropolitain 354-2884
---	--	---	---	---

• De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine. • Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00. • Garantie à l'échelle nationale • Portez le tout à votre compte